

EDITORIAL



Par **Gwendal Rouillard**
Premier secrétaire fédéral

Du désarroi à la combativité

Le désarroi de beaucoup de citoyens est lié la crise. "Elle est devant nous" comme l'a rappelé récemment Vincent Bolloré, parmi d'autres, à l'Agence économique de Bretagne. Mais après mois, nous constatons la succession des faillites d'entreprises, l'accumulation de plans sociaux, l'augmentation du nombre de chômeurs et son cortège d'anxiété et de tristesse.

Depuis des mois, les socialistes dénoncent à juste titre la faiblesse conjuguée des relances Barroso-Sarkozy. Sur plusieurs points, inscrits par ailleurs dans notre propre plan, nous attendons des réponses : la définition et la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle (ex. des énergies renouvelables) et l'évolution d'une fiscalité plus progressive pour les ménages et plus favorable à l'investissement.

Ajoutons évidemment un "pacte de développement" avec les collectivités locales. Sur ce point, le Président de la République a commis une erreur majeure. Au lieu d'affaiblir les collectivités pour des raisons politiques, il aurait dû nettement renforcer leurs capacités d'investissement. Devons-nous rappeler qu'elles représentent 75 % de l'investissement public en France, autrement dit plus de 60 milliards d'euros par an ?

Cette proposition émane d'une belle idée digne du XXI^e siècle : les territoires représentent un facteur puissant de la nouvelle croissance durable. Contrairement aux préjugés, il ne s'agit pas seulement de décentralisation, même si nous militons pour des collectivités plus fortes. Nous considérons qu'il s'agit d'un levier majeur du développement économique, social et écologique.

A quelques mois des élections régionales de mars 2010, cette conception doit être affirmée et expliquée. Elle donne du sens à l'engagement socialiste en Bretagne et même au-delà. La réunion du Breis dimanche dernier à Quimper a d'ailleurs permis de rappeler les conditions de la victoire : un projet offensif, une Gauche bretonne rassemblée et une équipe renouvelée et solide.

J'écris ces mots en étant pleinement conscient, avec les membres du Secrétariat fédéral, du désarroi militant et de la colère qui nous anime. Nous en connaissons les raisons essentiellement nationales : échecs successifs, ras-le-bol des égos, absence de projet crédible, plus de leader incontesté, insuffisances du renouvellement et de la limitation du cumul des mandats, méthode de travail à revoir, rapport aux acteurs et aux citoyens...

Pour autant, restons combatifs. Nous avons des idées, des talents, des militants, des élus, des réseaux. Dans le Morbihan, nous progressons depuis des années malgré le résultat décevant des élections européennes. Dans quelques semaines, nous aurons aussi un nouveau siège à Lorient qui associera efficacité et convivialité. Les militants, dont les plieurs du Rappel, y prendront toute leur place pour préparer les futures victoires. Bonnes vacances et à bientôt pour une rentrée très active...

Les socialistes bretons préparent les Régionales

Le BREIS a tenu son assemblée ce dimanche 21 juin à Quimper. A l'ordre du jour : la préparation des élections régionales qui se dérouleront en mars 2010 (bilan, méthode d'élaboration du projet). A cette occasion, Jean-Yves Le Drian - Président de Région, a officialisé qu'il était candidat à la candidature à la tête de liste régionale.

Devant une centaine de militants, **Bernard Poignant**, maire de Quimper et président du BREIS, a commenté les résultats des européennes pour mieux camper l'enjeu des élections régionales à venir. Lucide, offensif, il a appelé au rassemblement de tous les socialistes bretons.

Notre président de région, **Jean-Yves Le Drian**, a à son tour rejoint les propos de Bernard Poignant. Sans contester la défaite que nous avons subie, il a relativisé celle-ci en resituant ces différentes échéances dans leur contexte territorial. Mais chaque intervenant a insisté fortement sur le devoir de vigilance qui nous incombe dorénavant. Jean-Yves Le Drian a ainsi ponctué son intervention autour de 7 points clés : - tout d'abord, il a salué le **bilan de la Région** : toutes les actions décrites dans le programme 2004 sont aujourd'hui lancées. Ce mandat a été celui d'une "aventure commune, collective, passionnante". Il a aussi souligné ce vivre-ensemble propre à notre région, qui trouve toute sa manifestation dans les excellentes relations de travail qui ont prévalu entre les partenaires de gauche. - Ensuite, il a mis en avant l'**enjeu des élections régionales** : c'est un enjeu historique pour les socialistes bretons en conquête sur tous nos territoires depuis les années 1970. Cet enjeu doit être présent dans nos esprits. - Dans la continuité de l'appel à la vigilance, notre président pré-



une élection plus difficile qu'en 2004. Au delà du risque d'endor-missement que nous devons éviter, nous aurons en face de nous une droite plus "agressive", sûre d'elle après les résultats des européennes. Nous devons porter le débat sur l'ambition pour la Bretagne qui nous anime, sur le projet que nous présenterons. - Cette campagne doit être à l'image de 2004 : basée sur les militants et les sympathisants, elle doit prendre appui sur les réseaux qui sont les nôtres et sur la force qu'ils représentent. Ce doit être **une campagne de terrain active** reposant sur nos militants.

- Evoquant la rencontre entre notre Première secrétaire, Martine Aubry, et les présidents de Région, Jean-Yves Le Drian a présenté le **calendrier de constitution des listes aux régionales** (septembre : désignation des têtes de liste ; fin novembre : désignation des listes). Ces listes se feront en relativisant les équilibres liés aux motions et en veillant à assurer un renouveau sur celles-

ci, notamment par leur ouverture à des personnalités progressistes.

- Sur la question des alliances, il sera **proposé à nos partenaires de Gauche un rassemblement dès le 1^{er} tour.**

- Enfin, le **projet devra s'ancrer dans la situation de crise** que nous traversons. Nous devons proposer un nouveau modèle pour la Bretagne, s'appuyant sur l'innovation, la qualité, l'économie de la connaissance.

Enfin, pour conclure, notre président a proposé une méthode de travail reposant sur **des forums par département** (1 par département) sur un thème précis, préfigurant une rencontre régionale en décembre dévoilant le programme pour les régionales. Les thèmes abordés seraient les suivants :

- pour un nouveau modèle économique ;
- cadre de vie et environnement ;
- connaissance et formation ;
- Bretagne des territoires et des identités.

Salués par les militants présents, **ce Breis est le point de départ des élections régionales.** Portés par des Premiers Fédéraux motivés, un président du Breis offensif et un président de Région déterminé, nous devons à présent nous mettre en ordre de marche pour que la Bretagne à Gauche continue à être notre réalité.

Stéphane Le Guennec
SF à la Communication

- Les Rendez-vous de la rentrée -

Samedi 5 septembre 2009

Rentrée politique - Fête annuelle du Bois du Château à Lorient

Samedi 19 septembre 2009

Université de rentrée sur l'île Berder sur le thème :

"La Bretagne de l'après-crise : vers un nouveau modèle de développement"

Programmes et modalités d'inscription pour ces deux événements vous parviendront dans le courant de l'été.

La Fédération déménagement le 30 juin

L'Assemblée générale extraordinaire de l'association Club Jean Jaurès a ratifié, mercredi 10 juin le processus de vente-acquisition du siège de la Fédération, en présence de nombreux militants et de la plupart des membres du Conseil fédéral. Vente du siège actuel, dissolution du Club Jean Jaurès et dévolution de ses actifs à la Fédération ont été adoptés à une très large majorité.

Par conséquent, le déménagement dans les nouveaux locaux, situés au 77 boulevard Léon Blum à Lorient, aura lieu le 30 juin et les travaux d'aménagement se dérouleront cet été, pour une ouverture prévue en septembre (date précisée ultérieurement). Les bureaux de la Fédération seront donc fermés exceptionnellement pendant 2 mois. Les salariés de la Fédération seront néanmoins joignables jusqu'au vendredi 24 juillet par courriel à l'adresse fed56@parti-socialiste.fr ou au numéro suivant :

06 07 13 40 35.

Une page d'histoire se tourne

La Fédération du PS et le Rappel du Morbihan quittent le siège du 17 rue Auguste Nayel. Faisant partie, avec quelques autres camarades, des dinosaures du PS morbihannais et ayant occupé les lieux comme responsable fédéral puis comme permanent pendant un quart de siècle, j'ai eu l'occasion, avec Nicole et Michelle, de participer activement au fonctionnement de la Fédération.

Le 17 rue Auguste Nayel a été un des hauts lieux de cette action militante. Avant les années 70, c'est le Rappel et son équipe militante qui ont assuré le financement du fonctionnement de la Fédération avant qu'elle ne vole de ces propres ailes. Une équipe militante dans laquelle je ne saurais oublier l'équipe de pliage du journal qui se réunissait chaque jeudi et toute l'année pour envoyer Le Rappel aux militants de la Fédération et aux autres abonnés. Non contente d'expédier le journal nous pouvions toujours compter sur elle pour faire de la mise sous enveloppe ou le tirage de tracts. Une équipe qui s'est modifiée avec le temps et le grand départ de quelques anciens qui ont marqué cette époque. Je ne saurais les citer tous mais je voudrais que vous ayez une pensée pour tous ses militants et militantes connus ou moins connus qui ont consacré tant de jours et d'heures afin d'amener le Parti Socialiste où il en est actuellement, et qui continuent à assurer la mise sous pli du Rappel deux fois par mois et tous les courriers en provenance de la Fédération. Ils pourront désormais profiter de locaux plus spacieux et plus fonctionnels au 77 boulevard Léon Blum. Merci à eux.

Jean Droual

ACTUALITES

L'Etablissement public foncier breton enfin créé !

Après cinq ans d'attente, le Conseil régional se félicite que le Gouvernement ait publié, le 17 juin, le décret créant un Etablissement public foncier (EPF) en Bretagne.

Dès 2004, le Conseil régional s'est engagé en faveur de la création d'un EPF en Bretagne, aux côtés de nombreuses autres collectivités bretonnes, convaincue que cet outil pouvait aider les collectivités à réguler la pression foncière et à organiser l'aménagement de leur territoire, dans une région attractive qui voit sa population croître de 15 000 à 25 000 habitants chaque année.

Depuis 5 ans, l'implication du Conseil régional, en particulier à travers l'action conduite par Michel Balbot, conseiller régional délégué à l'EPF, a été constante et sans cesse réaffirmée. C'est ainsi qu'en octobre dernier, les élus régionaux, par un vote à l'unanimité en faveur de la création de l'Etablissement public foncier, ont témoigné de l'attachement collectif des conseillers régionaux bretons à la mise en place de ce type d'outil, qui a fait la preuve de son utilité dans les nom-

breuses régions où il existe déjà.

Accompagner les collectivités dans l'acquisition et le portage de terrains

Intervenant à la demande et pour le compte des collectivités, les Etablissements publics fonciers ont en effet pour mission de conseiller les collectivités et de les accompagner pour mener à bien l'acquisition et le portage de terrains. L'objectif est de les aider à mobiliser, rapidement et au meilleur coût, le foncier nécessaire pour la réalisation de leurs projets : création de logements aidés, aménagement en faveur du développement économique et agricole, protection et valorisation d'espaces naturels, reconversion de friches industrielles. Outil opérationnel, c'est également un moyen de renforcer la solidarité des territoires bretons et d'œuvrer au développement durable de la Bretagne.

Dans un contexte économique difficile, l'installation de l'EPF régional devrait également permettre aux collectivités bretonnes d'engager rapidement des opérations d'aménagement qui participeront ainsi au soutien à l'économie bretonne.

Un EPF opérationnel dès cet été

C'est pourquoi la Région espère désormais que tous les moyens seront mis en œuvre pour permettre à l'EPF, nouvellement créé, d'être opérationnel le plus rapidement possible.

Elle souhaite notamment que l'Etat se mobilise pour que le conseil d'administration soit en mesure de se réunir avant le 15 juillet prochain.

De son côté, elle a déjà prévu de doter l'EPF à hauteur de 3,1 M€ pour qu'il puisse procéder rapidement aux premières acquisitions, au service de l'aménagement et du développement de tous les territoires bretons.

Session plénière du Conseil général

“Se recentrer sur les compétences premières”

La session plénière du Conseil général s'est tenue les 23 et 24 juin. Parmi les sujets abordés : le compte administratif 2008, le schéma départemental enfance-jeunesse, le réseau de communication haut-débit, la conditionnalité des aides au respect des principes de développement durable ou encore la suppression de postes d'auxiliaires de vie scolaire. Deux vœux ont également été adoptés sur la crise du lait et sur la suppression de la Direction régionale des affaires maritimes.

Dans son intervention de politique générale, Hervé Pellois a dénoncé l'insuffisance des réponses gouvernementales et interrogé l'assemblée départementale : “*les solutions alternatives se seraient-elles désormais que locales ?*” Il a ainsi interpellé le Président du Conseil général pour déplorer le peu de réponses apportées aux Morbihannais par la majorité départementale et tout particulièrement sur les moyens alloués à la solidarité : “*Nos dépenses de fonctionnement dans le domaine social en 2008, y compris les allocations servies, ont été plus que mesurées. Nos interventions dans le domaine de l'insertion en particulier ont marqué une nette inflexion à la baisse. Nous nous étions étouffés au budget primitif de la faiblesse relative de ce poste en période de crise annoncée. Notre incompréhension reste entière. La mise en place d'un plan d'insertion ambitieux et son outil, le pacte territorial dans le cadre de la mise en place du rSa, sera obligatoirement à doter de moyens adaptés*”, et d'ajouter “*il nous paraissait par ailleurs essentiel de renforcer nos interventions sur un certain nombre de nos politiques exist-*

tantes comme le Fonds de solidarité logement, le Fond Eau, Energie, Téléphone. Nous pourrions également doter de moyens supplémentaires les centres médico-sociaux et les travailleurs sociaux de terrain qui sont dans la proximité des besoins.”

Sur le plan budgétaire, il a proposé de “*bousculer quelque peu notre plan pluri-annuel d'investissement pour prévoir sur les deux années à venir un plan exceptionnel d'investissements*”.

Sur le nouveau Schéma de la Petite Enfance, le Président du groupe de Gauche s'interroge : “*notre département va-t-il se donner les moyens d'un véritable accueil des jeunes couples sur son territoire, sur tout son territoire ? Les structures d'accueil collectif en place qui sont de qualité, avec des professionnels formés, doivent pouvoir compter sur le soutien public. Les communes ne pourront y faire face seules.*”

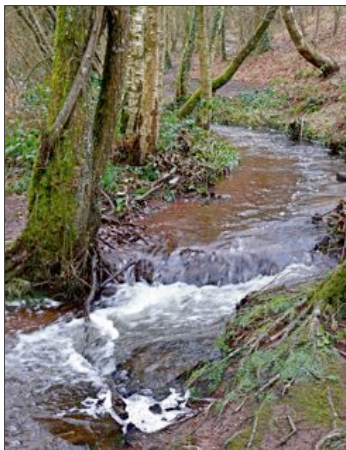
Plus globalement, il a proposé que le Département s'engage dans un “*Granelle de la Solidarité locale afin de mettre sur la table un état des lieux exhaustif des pratiques et des attentes*” qui permette de réunir “*élus,*

institutions concernées, professionnels et Morbihannais”. Il s'agirait de “*prioriser nos interventions dans nos domaines de compétences selon des objectifs clarifiés*”.

En conclusion, Hervé Pellois au nom du groupe de Gauche a précisé : “*Nous sommes conscients que notre institution à elle seule ne peut tout faire. Nous sommes fragilisés par le désengagement financier de l'Etat doublé de la baisse prévisible entre autre des droits de mutation. De plus, nous savons que la recette exceptionnelle de 25M€ correspondant à l'externalisation des gendarmeries ne se présentera pas tous les ans au budget. Nous savons que le déséquilibre entre nos finances garanties, les besoins que nous devons servir car découlant de la loi, les besoins auxquels nous répondons pour cause d'urgences locales s'agrandissent année après année. L'urgence est, nous en convenons tous, l'adaptation de la fiscalité locale au nouveau rôle de nos collectivités. Dans cette attente, notre département ne peut que se recentrer sur ses compétences premières. La solidarité en est la principale.*”

Les élus travaillent sur la politique de l'eau "L'évolution des statuts doit permettre un vrai débat"

Les élus socialistes et républicains se sont réunis le 3 juin, au sein de Démocratie et Projets 56 présidée par Paul Paboëuf, pour évoquer la question de la politique de l'eau dans le département.



Le syndicat départemental de l'eau doit réviser ses statuts : le système de péréquation qui est le principe fondateur du SDE pourrait être contesté devant les tribunaux. Le SDE définit une grille unique de tarifs : les excédents des uns permettent de combler les déficits des autres et le SDE programme les travaux de mise à niveau des usines de production d'eau potable ou la construction des réseaux.

Les élus de gauche (PS, PC, Verts, divers gauche) délégués dans les syndicats de base se sont réunis, à l'invitation de Démocratie et Projets 56, l'association des élus socialistes et républicains, pour débattre de la question de l'eau. M. Bernard Simon, directeur du SDE, a brossé un tableau de la situation actuelle et présenté les scénarios d'évolution. Puis Jean-Pierre Tor, de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) a présenté une analyse critique du fonctionnement du SDE et rappelé que le Morbihan détenait presque le record du prix de l'eau.

Le débat de l'après-midi a permis de clarifier les positions et de définir des priorités pour l'évolution des statuts du SDE. Le principe de la solidarité qui a permis d'amener l'eau potable à tous les Morbihannais n'est évidemment pas contesté, mais il faut lui donner un sens pour aujourd'hui, et sûre-

ment questionner la politique de tarification qui favorise les très gros consommateurs – pour des raisons économiques qu'il faut entendre – et fait payer aux ménages la plus grosse part du prix de l'eau. Quant aux statuts, la piste privilégiée qui consiste à confier la compétence production au SDE provoque beaucoup d'opposition : cela conduirait à priver les syndicats qui produisent de l'eau de recettes qui sont vitales pour leur équilibre. Quant aux autres, ils se trouvaient en difficulté pour financer les extensions et surtout les réhabilitations de réseaux qui sont les principaux enjeux de demain.

"La révision des statuts n'est pas qu'une question juridique ou administrative, elle doit donner l'occasion d'un vrai débat public, comme il y en a un sur les déchets. Nous notons d'ailleurs que le Conseil Général a défini son Agenda 21 sans dire un mot de la politique de l'eau. La ressource en eau, quantité et qualité, est incontournable pour une démarche de développement durable."

Fête des "octos" à Vannes



Une centaine de militants et sympathisants se sont retrouvés au Palais des Arts autour des "inusables militants" de la section de Vannes. Ce moment de convivialité avait pour objectif de fêter les militants âgés de 80 ans et plus. Un temps fort. Philippe Meyer a retracé avec émotion les vies d'engagement de nos aînés. Dans un contexte social difficile et après une élection européenne douloureuse, cette réunion de camarades a rappelé les fondements de nos investissements socialistes sur les valeurs fortes qui sont les nôtres. Des exemples de longévité dans le parti qui nous amènent à rappeler les différents combats qui ponctuent la vie militante et le besoin de poursuivre l'action. Merci à Héléne Cagan, Marie-Claire Guais, Christiane Le Lain, Yvette Olivier, Colette Pierini, Marie-Louise Robic, Joseph Le Bouquin, Pierre Lemée et Henri Péres.

Thierry Normand
Secrétaire de section

Retrouvez les photos de la soirée sur le blog de la section PS de Vannes : <http://psvannes.blogspot.com/>

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Pour des primaires à la Française

Parler de primaire apparaît actuellement comme hors contexte voire déplacé par rapport à ce que vivent les Français. Cependant, le sujet mérite d'être discuté pour nous permettre de réfléchir sur le modèle démocratique de notre République : personnalisation à outrance du pouvoir politique du fait du suffrage universel direct de notre président et son corollaire : le mythe de l'Homme providentiel.

Le choix des candidats a toujours précédé l'émergence d'une personnalité centrale, d'un candidat dit « naturel », même si des tensions ont toujours existé y compris à Gauche : Mitterrand / Rocard, Emmanuelli / Jospin. Le seul exemple français de désignation associant « la base » est celui de 2007 qui a vu s'affronter DSK, Fabius et Royal au travers de trois grands débats télévisés et autant de meetings. Cette exercice, nouveau et réalisé au dernier moment n'a pas été entièrement satisfaisant d'abord par la rapidité de la procédure, ensuite par le manque de volonté d'union.

Quelle primaire alors pour 2012 ?

Excluons d'abord l'hypothèse de la primaire italienne, ouverte à l'ensemble des partis de gauche. L'exemple italien n'est pas pertinent car il s'agit d'une méthode plébiscitaire, bien plus que démocratique, pour partir sur une base unie dès le départ. De plus, c'est nier la spécificité de la Vème république en France qui fait de la présidentielle l'élection phare. L'accès aux médias est largement facilité du fait des règles définies par le CSA.

La primaire entre les partis de Gauche, c'est le premier tour de l'élection présidentielle avec l'espoir légitime de chaque parti d'arriver deuxième, souhait encore plus fort après les résultats aux élections européennes. Enfin, même si la possibilité est faible, il faut être prêt à soutenir un candidat qui ne serait pas issu du PS, point difficilement concevable.

L'unique solution est alors d'organiser des primaires internes au PS mais ouvertes sur la société civile via une cotisation modeste. Il ne s'agit pas de

nier le travail militant. Le vote deviendrait un moment de rencontre entre les militants, souvent peu représentatifs de la diversité de la société, et les sympathisants.

Les candidatures devront être ouvertes pour permettre la représentativité de l'ensemble des sensibilités. L'organisation de débat et de meeting devra être facilité avec, pourquoi pas, l'obligation locale ou régionale d'organiser un meeting par candidat.

Enfin, l'exigence démocratique doit prévaloir au sein du PS et les résultats en découlant ne doivent plus faire l'objet de contestation.

Le choix paraît alors clair pour le PS, il doit ouvrir grand les portes pour créer une vraie dynamique dont la première étape est le choix de notre candidat. Il est évident que l'organisation de ces primaires doit se faire le plus tôt possible sous peine d'accusation de partialité.

Jérémy Gaultier
Animateur fédéral

Arradon : formation sur l'organisation du PS

A l'invitation de la section d'Arradon, Héléne Brus et Stéphane Le Guennec, Secrétaires fédéraux à la Formation et aux Sections, sont venus mardi 16 juin à Arradon, exposer et débattre du fonctionnement du Parti devant 25 militants.

Comme souhaité en introduction par le secrétaire de section Pascal Barret, les explications et les échanges ont abordé deux sujets complémentaires chers aux militants :
- d'une part expliquer et comprendre l'organisation et le fonctionnement de la maison PS, depuis la section jusqu'au secrétariat national, en passant par les questions complexes relatives aux courants, aux motions et à leur représentativité, aux contributions diverses...
- d'autre part, face au scepticisme ambiant des militants, nos camarades ont abordé la question du "poids" relatif d'une section comme la notre et de la prise en compte réelle, aux niveaux fédéral, régional et national, des idées, critiques et contributions que peuvent apporter les militants.

Le débat a été franc, direct et constructif et a bien montré que la section veut rester la cellule de base du Parti, à condition qu'elle soit écoutée, entendue et relayée.

La section d'Arradon tient à remercier Héléne et Stéphane pour cet indispensable exercice de pédagogie et d'échanges.

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Jeudi 25 juin - Lorient
Conseil municipal

Samedi 27 juin - Lorient
Journée de réflexion avec François Hollande

Vendredi 3 juillet - Lorient
Réunion PPI de Cap l'Orient Agglomération

Lundi 6 juillet - Vannes
Rencontre avec le bureau de section

Vendredi 10 juillet - Groix
Conseil de Cap l'Orient Agglomération

Actualité

Les clans et les autistes

Le PS se trouve dans une drôle de situation, enfin drôle c'est un euphémisme, car il doit naviguer depuis déjà quelques temps entre les clans et les autistes. Les clans qui fleurissent autour des éléphants qui se voient déjà calife avant l'heure et qui se poussent du col par média interposés, toujours à l'affût d'une petite phrase ou d'un bon mot et les "révolutionnaires" qui veulent tout remettre à plat, y compris l'idée même du socialisme. Au lieu de se déchirer à belles dents pour une place de plus en plus hypothétique compte tenu du contexte politique actuel, tous ces bons apôtres feraient mieux de travailler ensemble à rebâtir la maison commune avant qu'elle ne soit définitivement en ruine.

Le message lancé par nos électeurs dimanche 7 juin aura pourtant été clair : arrêtez de vous chamailler et proposez nous une politique claire en phase avec nos attentes. Il faut croire qu'ils n'ont pas été encore entendus par l'ensemble des responsables du Parti Socialiste. Chacun continue de son côté la politique des petites phrases et d'aucuns s'annoncent comme déjà candidat à la magistrature suprême. C'est évidemment faire peu de cas de l'avis des électeurs ni de celui des militants qui commencent à être exaspérés et qui, au fil des élections, nous quittent ou votent pour d'autres candidats issus de la mouvance de gauche ou écolo. Je ne suis pas le seul à penser que trop c'est trop et qu'il est temps que nos dirigeants et nos élus nous entendent faute de régner, à terme, sur une coquille vide.

Certes les Français reconnaissent notre efficacité et la manière dont nous gérons les collectivités qu'ils ont eu l'honneur de nous confier, mais cela ne durera peut être pas aussi longtemps que nous le souhaitons si nous sommes incapables de proposer une politique susceptible de nous amener à gérer la France. L'avertissement a été donné sans trop de frais mais la note risque d'être beaucoup plus salée à l'occasion des prochaines échéances.

Le Cormoran

ASSEMBLÉE NATIONALE

Françoise Olivier-Coupeau Retour sur une année de mandat

François Olivier-Coupeau - Députée du Morbihan revient dans l'interview qui suit sur les dossiers importants qui l'ont mobilisée à l'Assemblée Nationale durant l'année écoulée et dresse les perspectives à venir.



L'année a été chargée en matière de Défense...

Nous nous sommes vivement opposés à la décision unilatérale du Président de

la République de revenir dans le commandement intégré de l'OTAN prise sans concertation et au mépris de la représentation nationale. Ce peu de considération du Parlement s'est retrouvé ultérieurement dans l'installation, par la France, d'une base militaire à Abou Dabi, sans que nous en ayons été officiellement informés.

Cette année, j'ai continué à parfaire ma culture de défense en me rendant dans différentes unités et sur les théâtres d'opérations au Kosovo et deux fois en Afghanistan. Dans le cadre de la mission d'évaluation et de contrôle des finances publiques, j'ai co-rédigé un rapport sur le financement des Opérations extérieures militaires qui paraîtra début juillet.

Au mois de juin, le groupe socialiste a fait entendre sa voix lors du débat sur la loi de programmation militaire. Il a voté contre ce texte. On pourrait évoquer le retour dans l'Europe de la Défense à laquelle il est à peine fait allusion. Mais les députés socialistes ont aussi voulu dénoncer par leur vote l'insincérité budgétaire, la logique sécuritaire qui préside à ce texte, puisqu'il confond sécurité intérieure et défense nationale. Nous avons aussi demandé la suppression de l'article 10 qui conduit à la privatisation de DCNS. Globalement, nous craignons les conséquences de cette loi en termes d'emplois pour les personnels civils et militaires de la défense, ses effets désastreux sur les programmes d'équipement de nos armées.

Cite-nous quelques autres dossiers qui ont mobilisés les députés socialistes ?
J'en citerai deux. D'abord, les droits du parlement. Nous devons

contrer des manœuvres récurrentes qui visent à bâillonner l'Assemblée nationale. Le mot n'est pas trop fort. Nous sommes élus au suffrage universel direct, chargés de faire vivre la démocratie et représentants des Français. Nous nous sommes mobilisés pour défendre nos droits - notamment le droit d'amendement - parce qu'ils sont en fait ceux de nos concitoyens. Notre liberté d'expression est la leur !

Ensuite, la loi Hôpital Patients Santé et Territoires (HPST) qui a été l'objet d'une grande colère ! D'une part, la procédure d'urgence a empêché le débat serein et rigoureux qu'un tel texte méritait. D'autre part, le secteur de la santé qui devrait échapper à toute logique libérale y est sournoisement soumis. Les mesures qui auraient pu enrayer des inégalités grandissantes entre les territoires ont disparu. Celles qui fragilisent un peu plus les populations en difficulté ont été maintenues. Et quid des dépassements d'honoraires, pratique toujours plus répandue ? Quid des bénéficiaires de la CMU refusés par certains médecins ? Le rôle du directeur de l'Hôpital a aussi été un point d'achoppement même si la mobilisation sans précédent du monde médical a quelque peu modifié les choses.

On a beaucoup entendu parler de la loi HADOPI...

La position des socialistes est simple : jamais nous n'avons nié les problèmes liés à l'utilisation d'internet et du téléchargement. Nous sommes conscients de la nécessité de trouver des cadres à ces nouveaux outils. Mais la réponse du gouvernement nous semblait inappropriée et pour partie inconstitutionnelle de par les trop larges prérogatives accordées à une autorité administrative et la remise en cause de la liberté d'accès à internet pourtant défendue par le Parlement européen. Le Conseil constitutionnel a d'ailleurs invalidé cette partie du texte. Notre proposition de contribution créative qui aurait permis de légaliser le téléchargement et d'assurer la rémunération des artistes.

Peux-tu nous parler des dossiers qui seront traités avant l'automne ?

En premier lieu il y a le projet de loi sur la gendarmerie nationale, texte dont je suis responsable pour notre groupe. Il sera débattu à l'Assemblée Nationale début juillet. Nous nous battons pour conserver le statut militaire de la gendarmerie, sa compétence judiciaire et le maillage du territoire.

Nous examinerons aussi l'indemnisation des victimes des essais nucléaires.

Enfin nous restons mobilisés sur des sujets récurrents tels que le travail le dimanche et tout ce qui touche à l'environnement.

Au plan local, quel regard portez-vous sur l'impact de la crise dans le Pays de Lorient ?

La crise est présente chez nous comme ailleurs. Néanmoins nos élus locaux, autour de Jean-Yves Le Drian, qui était un véritable visionnaire, ont su créer un tissu économique plus résistant que d'autres. Néanmoins, nous continuons à nous mobiliser sur la pêche, la SBFM, la fermeture des très petites entreprises. Par ailleurs Norbert Métairie et les élus de Cap l'Orient ont raison d'anticiper la sortie de crise.

Pour finir un mot sur le Parti socialiste ?

Je refuse le dénigrement et les critiques permanents auxquels quelques-uns croient bon de se livrer aujourd'hui. On ne parle que d'eux mais les élus et les militants socialistes font un travail formidable. Notre parti est riche de personnalités qui portent nos valeurs et les traduisent concrètement dans les politiques locales. Nous devons impérativement fermer nos portes à une certaine presse pour travailler sérieusement et sereinement. Je l'affirme haut et fort : je suis fière d'être socialiste et de porter notre étiquette et nos valeurs à l'Assemblée Nationale.

Le Rappel

du Morbihan



Propriété de la Fédération
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur
en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701
Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fedes56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr